



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Politique extérieure

Question au Gouvernement n° 2355

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Marc Laffineur.

M. Marc Laffineur. Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères.

Alors que les autorités albanaises ont réclamé l'envoi d'une force internationale de 1 000 hommes, que l'Italie vient de proclamer l'état d'urgence, que les réfugiés continuent à y affluer, les Européens ont proposé d'envoyer en Albanie des experts civils, militaires et policiers pour permettre de restaurer les fonctions de l'État. Cette proposition, pour le moins minimaliste et décevante, a-t-elle reçu un début d'application ? Quel est le résultat de la mission européenne envoyée en Albanie ?

Cette crise, quelle qu'en soit l'issue, aura été révélatrice de l'inaction et du manque de solidarité qui caractérisent trop souvent les pays européens en matière de politique extérieure et de sécurité.

À part la France, sous l'impulsion du Président de la République dont je salue ici le courage et l'action, et l'Italie, les pays européens auront surtout brillé par leur absence et leur repli. Comment expliquez-vous le manque de solidarité des partenaires européens ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué aux affaires européennes.

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. En effet, monsieur Laffineur, les ministres des affaires étrangères ont décidé, dimanche, d'envoyer une mission d'urgence à Tirana pour évaluer les besoins humanitaires, les besoins économiques et financiers, les besoins en termes de sécurité intérieure après la grave secousse - elle n'est d'ailleurs pas terminée - qui a secoué toute l'Albanie.

La mission est à Tirana depuis quelques heures. Elle reviendra ce soir à Rome après avoir rencontré le président Berisha et le nouveau Premier ministre, M. Fino, ainsi que d'autres dirigeants politiques, notamment l'un des grands dirigeants de l'opposition, M. Fatos Nano.

Que dire à ce stade ?

Nous soutenons et nous soutiendrons le nouveau gouvernement d'union nationale constitué à Tirana. Comme je l'avais indiqué ici même il y a quelques jours. Telle était la première condition : la réconciliation, le dialogue politique, la constitution d'un gouvernement très large d'union nationale. C'est chose faite. C'est ce gouvernement, et personne d'autre, qui peut rétablir l'ordre et la stabilité, mettre fin aux trafics et aux fraudes. C'est lui d'ailleurs qui doit en assumer les conséquences, non les contribuables européens.

L'Union européenne est prête à apporter, à partir des évaluations que fera cette mission d'urgence, une aide économique et politique en profondeur et durable, une assistance pour la sécurité et le rétablissement de l'ordre à l'intérieur de l'Albanie.

Enfin, nous constatons, c'est vrai, une certaine impuissance de l'Europe face à de telles crises, celle-ci venant après d'autres dans les Balkans. J'en déduis que les propositions franco-allemandes dans le cadre de la réforme du traité de l'Union en cours de discussion sont urgentes et importantes. Elles consistent à nous doter enfin des moyens d'une vraie politique étrangère pour prévenir de telles crises, dans les Balkans en particulier, pour définir des stratégies communes. La zone des Balkans, si proche de l'Union européenne, sera l'une des premières à en bénéficier. (Applaudissements sur les bancs du groupe Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Marc Laffineur.

M. Marc Laffineur. Ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères.

Alors que les autorités albanaises ont réclamé l'envoi d'une force internationale de 1 000 hommes, que l'Italie vient de proclamer l'état d'urgence, que les réfugiés continuent à y affluer, les Européens ont proposé d'envoyer en Albanie des experts civils, militaires et policiers pour permettre de restaurer les fonctions de l'État. Cette proposition, pour le moins minimaliste et décevante, a-t-elle reçu un début d'application ? Quel est le résultat de la mission européenne envoyée en Albanie ?

Cette crise, quelle qu'en soit l'issue, aura été révélatrice de l'inaction et du manque de solidarité qui caractérisent trop souvent les pays européens en matière de politique extérieure et de sécurité.

À part la France, sous l'impulsion du Président de la République dont je salue ici le courage et l'action, et l'Italie, les pays européens auront surtout brillé par leur absence et leur repli. Comment expliquez-vous le manque de solidarité des partenaires européens ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué aux affaires européennes.

M. Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes. En effet, monsieur Laffineur, les ministres des affaires étrangères ont décidé, dimanche, d'envoyer une mission d'urgence à Tirana pour évaluer les besoins humanitaires, les besoins économiques et financiers, les besoins en termes de sécurité intérieure après la grave secousse - elle n'est d'ailleurs pas terminée - qui a secoué toute l'Albanie.

La mission est à Tirana depuis quelques heures. Elle reviendra ce soir à Rome après avoir rencontré le président Berisha et le nouveau Premier ministre, M. Fino, ainsi que d'autres dirigeants politiques, notamment l'un des grands dirigeants de l'opposition, M. Fatos Nano.

Que dire à ce stade ?

Nous soutenons et nous soutiendrons le nouveau gouvernement d'union nationale constitué à Tirana. Comme je l'avais indiqué ici même il y a quelques jours. Telle était la première condition : la réconciliation, le dialogue politique, la constitution d'un gouvernement très large d'union nationale. C'est chose faite. C'est ce gouvernement, et personne d'autre, qui peut rétablir l'ordre et la stabilité, mettre fin aux trafics et aux fraudes. C'est lui d'ailleurs qui doit en assumer les conséquences, non les contribuables européens.

L'Union européenne est prête à apporter, à partir des évaluations que fera cette mission d'urgence, une aide économique et politique en profondeur et durable, une assistance pour la sécurité et le rétablissement de l'ordre à l'intérieur de l'Albanie.

Enfin, nous constatons, c'est vrai, une certaine impuissance de l'Europe face à de telles crises, celle-ci venant après d'autres dans les Balkans. J'en déduis que les propositions franco-allemandes dans le cadre de la réforme du traité de l'Union en cours de discussion sont urgentes et importantes. Elles consistent à nous doter enfin des moyens d'une vraie politique étrangère pour prévenir de telles crises, dans les Balkans en particulier, pour définir des stratégies communes. La zone des Balkans, si proche de l'Union européenne, sera l'une des premières à en bénéficier. (Applaudissements sur les bancs du groupe Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Laffineur Marc](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2355

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : affaires européennes

Ministère attributaire : affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mars 1997, page 2065

Réponse publiée le : 20 mars 1997, page 2065

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mars 1997